

## Prise de position commune des représentants de la formation professionnelle et des hautes écoles en Suisse

# Un engagement fort dans la formation pour renforcer l'économie et la société

Dans le cadre d'une table ronde, nous – les représentantes et représentants de la formation professionnelle, de l'enseignement supérieur et de la recherche en Suisse – nous sommes penchés ensemble sur l'avenir de la place suisse de la formation, de la recherche et de l'innovation suisse. Nos discussions se sont concentrées sur les défis actuels auxquels nos domaines respectifs sont confrontés, ainsi que sur les mesures prioritaires à prendre. Les résultats de cette vue d'ensemble montrent qu'un investissement dans la formation est nécessaire dans tous les domaines, afin de soutenir efficacement l'économie et la société dans le contexte actuel et de permettre à la Suisse d'exploiter son potentiel en main-d'œuvre qualifiée. Notre objectif commun est donc de préserver la substance de notre système, de l'adapter aux défis actuels si nécessaire, et de continuer ainsi à améliorer les conditions-cadres. En unissant nos voix, nous nous engageons ensemble pour l'avenir de la place FRI suisse dans sa globalité, et nous demandons aux pouvoirs publics de mobiliser les moyens financiers nécessaires pour ce faire.

### Mieux exploiter le potentiel

Aujourd'hui, l'un des défis majeurs pour tous les domaines de la formation en Suisse concerne la formation de la main-d'œuvre qualifiée dont l'économie, la société et la recherche ont besoin. Pour atteindre nos objectifs, nous devons à l'avenir exploiter le potentiel disponible dans notre pays de manière encore plus performante. Des réformes importantes sont nécessaires à cette fin, dans tous les types de formations supérieures.

Renforcer le degré tertiaire dans la formation professionnelle – la formation professionnelle supérieure (FPS) – est ainsi une priorité. Ces filières proches du marché du travail offrent d'excellentes qualifications et répondent aux besoins de tous les secteurs économiques. Elles apportent une contribution précieuse à la lutte contre la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, notamment dans les fonctions de cadre. Afin que davantage de professionnels puissent se former à ce niveau, il est nécessaire de surmonter les obstacles financiers qui pénalisent la FPS. La Confédération doit soutenir de manière directe les participants aux cours de préparation pour les examens fédéraux, par un financement individuel. L'encouragement de la FPS ne doit toutefois pas se faire au détriment de la formation professionnelle initiale, car cela compromettrait la qualité du système.

En ce qui concerne l'enseignement supérieur, tant académique qu'orienté vers l'application, ainsi que la recherche, la priorité centrale est de renforcer l'encouragement de la relève scientifique par de nouvelles mesures d'incitation. Des instruments encourageant fortement l'indépendance précoce sont nécessaires pour rendre la carrière scientifique plus attractive; il faut aussi créer des postes

supplémentaires avec des perspectives de carrières au sein des hautes écoles universitaires. Au niveau des hautes écoles spécialisées, des modèles de carrière spécifiques doivent être mis en place, notamment en développant des programmes de qualification de la relève orientés vers l'application en coopération avec les hautes écoles universitaires. Il importe avant tout de mieux exploiter les talents disponibles, en les motivant à se mesurer à la concurrence internationale.

### **Une croissance des moyens est nécessaire**

Nous – les représentants de la formation professionnelle, de la formation supérieure et de la recherche en Suisse – estimons que les priorités ici mentionnées pour les deux domaines de la formation sont indispensables. Elles seules permettront de préserver la place suisse de la formation et de la recherche comme la colonne vertébrale qui soutient avec force notre économie et notre société. Nous soutenons tous les mêmes objectifs et nous nous engageons pour préserver la substance du système: la formation professionnelle initiale dépend toujours d'un fort soutien et il convient de développer les étapes de formation ultérieures, y compris la formation continue, dans tous les domaines. L'amélioration des conditions-cadres de la place scientifique suisse doit en outre se poursuivre, notamment en assurant l'internationalité de la recherche et en investissant dans les infrastructures. Afin de pouvoir réaliser avec succès ces priorités, nous comptons sur une croissance importante des moyens alloués à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation durant les années 2017-2020. Les réformes prévues ne peuvent être conduites avec un taux de croissance inférieur à celui de la période actuelle (3,7%), sans mettre en danger la substance du Domaine FRI suisse. Ce n'est qu'avec un soutien fort de la Confédération et des cantons que nous pourrions aborder les défis actuels et mieux exploiter le potentiel disponible.



Thierry Courvoisier  
Président des Académies suisses des sciences



Jean-François Rime  
Président de l'Union suisse des arts et métiers



Martin Vetterli  
Président du conseil national de la recherche du FNS



Paul Rechsteiner  
Président de l'Union syndicale suisse



Martine Rahier  
Présidente de swissuniversities



Martin Flügel  
Président de Travail.Suisse